



PRÉFÈTE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Direction départementale des territoires
Service eau, environnement et forêt
Cellule environnement - Chasse

ARRÊTÉ N° DDTSEEF-90-2018-03-19-005
*Autorisant une lutte collective contre les corvidés classés nuisibles
sur les territoires couverts par le Groupement de Défense
contre les Organismes Nuisibles (GDON) du Pays de Montbéliard
et Belfort*

**LA PRÉFÈTE DU TERRITOIRE DE BELFORT
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

VU Le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L252-1 à L252-5,

VU Le code de l'environnement, et notamment ses articles L427-8, R427-6, R427-7 et R427-13 à R427-16,

VU Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU L'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles,

VU L'arrêté ministériel du 30 juin 2015 pris pour l'application de l'article R427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces d'animaux classés nuisibles,

VU l'arrêté 90-2017-11-17-001 du 17 novembre 2017 portant délégation de signature à monsieur Jacques BONIGEN, directeur départemental des territoires,

VU Les résultats de la consultation du public réalisée du 7 au 28 février 2018 inclus sur le site Internet des services de l'Etat dans le Territoire de Belfort,

CONSIDERANT que le corbeau freux et la corneille noire sont classés nuisibles dans le département,

CONSIDERANT que les dégâts causés aux activités agricoles par les corvidés sont récurrents, sur l'ensemble du département, et qu'il est nécessaire d'envisager une lutte précoce afin de protéger notamment les semis de printemps,

CONSIDERANT que la protection des cultures nécessite la mise en place d'une lutte collective organisée et animée afin de déployer rapidement des moyens suffisants sur un large territoire et d'obtenir un bilan précis des opérations,

CONSIDERANT que l'article R427-16 du code de l'environnement dispense d'agrément préfectoral les piégeurs qui capturent les corvidés au moyen de cages à corvidés dans le cadre d'opérations de lutttes collectives organisées par les groupements de défense contre les organismes nuisibles (GDON) et leurs fédérations agréées, conformément aux articles L252-1 à L252-5 du code rural et de la pêche maritime précités,

CONSIDERANT que le piégeage envisagé est un procédé sélectif, et que de ce fait, les animaux non classés nuisibles dans le département, capturés accidentellement, doivent être relâchés dans les meilleurs délais,

CONSIDERANT que le piégeage sélectif constitue une méthode alternative à l'emploi de spécialités phytopharmaceutiques,

Sur la proposition du directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La lutte collective par piégeage contre la corneille noire et le corbeau freux est organisée par le GDON du Pays de Montbéliard et Belfort, en partenariat avec la fédération départementale des chasseurs du Territoire de Belfort, **à compter de la date de publication au Recueil des actes administratifs du présent arrêté jusqu'au 31 juillet 2018.**

ARTICLE 2 : La formation des personnes participant à l'opération est dispensée par la fédération départementale des chasseurs du Territoire de Belfort et la fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles de Franche-Comté (FREDON-FC).

L'animation du dispositif est assurée par le GDON du Pays de Montbéliard et Belfort assisté par la FREDON Franche-Comté.

ARTICLE 3 : Les opérations collectives de piégeage sont organisées localement par le GDON. Les cages à corvidés doivent impérativement être visitées chaque jour avant midi. Les espèces non visées à l'article 1 doivent obligatoirement être relâchées.

ARTICLE 4 : La collecte des cadavres est assurée par le GDON en vue d'une élimination par le service d'équarrissage.

ARTICLE 5 : La liste des piégeurs bénévoles participant à l'action de lutte collective, les modalités et périodes de lutte sont affichées dans les mairies pendant la durée des opérations.

ARTICLE 6 : La FREDON Franche-Comté adresse au directeur départemental des territoires, **au plus tard le 1^{er} septembre 2018**, le bilan complet de la lutte collective.

ARTICLE 7 : Le directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort, le président de la fédération régionale de défense contre les organismes nuisibles, le président de la fédération départementale des chasseurs du Territoire de Belfort et le chef du service interdépartemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage 70/90, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Territoire de Belfort et dont une copie sera transmise au président du GDON du Pays de Montbéliard et Belfort ainsi qu'aux maires du département qui se chargeront de le diffuser.

Fait à BELFORT, le 19 mars 2018

Pour la Préfète et par délégation,

Jacques BONIGEN

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.